

CONVOCATION
pour les séances publique et plénière du
mardi 25 février 2020
à 14h30

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) **52.642** Projet de loi instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et portant modification :
- 1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
 - 2° de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille

(doc. parl. 7236)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants.

- 2) **53.268** Projet de loi portant approbation du Protocole entre l'Ukraine et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2018

(doc. parl. 7413)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants.

- 3) **53.284** Projet de loi portant modification
- 1° du Code pénal ;
 - 2° du Code de procédure pénale ;
 - 3° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
- aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal

(doc. parl. 7411)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants.

- 4) **53.331** Projet de loi portant approbation du Protocole entre la République d'Arménie et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 20 juin 2018

(doc. parl. 7429)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants.

- 5) **53.389** Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;
2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique
(doc. parl. 7445)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 21 votants.

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets de loi

- 1) **53.533** Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
2° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
3° la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;
4° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
5° la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;
6° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit, en vue de la transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE
(Lettre du président de la Chambre des députés du 14 février 2020)

(doc. parl. 7467)

- 2) **60.089** Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational « Multi-Role Tanker Transport » (MRTT)

(doc. parl. 7513)

Projets de règlement grand-ducal

- 3) **60.014** Projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux agriculteurs dans les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques
- 4) **60.114** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 octobre 1981 portant application de la directive 80/181/CEE du 20 décembre 1979 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux unités de mesure